

Quelle ingénierie du développement pour penser l'avenir de l'élevage ? Les apports d'une enquête historique collective

BOUVIER C.

Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Étienne, 16 avenue Berthelot, LYON 69007

RESUME

De leur création dans les années 1960 à la fin des années 2000, les instituts animaux voient leur rôle dans l'accompagnement de l'élevage français profondément évoluer. D'abord pensés comme de simples intermédiaires entre la recherche et les acteurs du conseil dans une conception descendante de l'élaboration des connaissances, ils s'émancipent progressivement de ce rôle en élaborant des savoir-faire spécifiques au contact des réalités du monde de l'élevage, séparément puis ensemble au sein de l'Institut de l'élevage (Idele) à partir de 1991. L'institutionnalisation de ces savoir-faire pour former une véritable ingénierie du développement au cours des années 2000 rend l'Idele capable de contribuer à guider les éleveurs dans les défis environnementaux toujours plus nombreux auquel le monde de l'élevage est confronté grâce à l'élaboration des connaissances dans une démarche de conception des innovations que permet cette ingénierie. Co-écrite par des retraités de l'Idele et deux historiens, cette histoire inédite de l'appui au développement s'appuie sur de nombreux témoignages des agents de l'institut et ses riches archives. Grâce à la mobilisation de l'histoire de l'environnement et l'histoire des sciences et des techniques, cette histoire participe à la réécriture du récit de la « modernisation agricole » et offre ainsi la possibilité de penser d'autres voies pour l'élevage et de rouvrir son espace des possibles.

What kind of extension for the future of livestock farming ? The contribution of a collective historical survey

BOUVIER C.

Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Étienne, 16 avenue Berthelot, LYON 69007

SUMMARY

From their creation in the 1960s to the end of the 2000s, the role of the animal institutes in supporting French livestock farming has undergone profound change. Initially conceived as mere intermediaries between research and extension agents in a top-down approach of knowledge elaboration, they gradually shed this role by developing specific know-how in contact with the realities of the livestock farming world, separately and then together within the Institut de l'élevage (Idele) from 1991 onwards. The institutionalisation of this know-how in order to form a genuine extension in the 2000s enables Idele to guide livestock farmers through the ever-increasing environmental challenges facing the world of livestock farming, thanks to the elaboration of knowledge within an innovation design approach that this extension makes possible. Co-authored by Idele retirees and two historians, this unprecedented history of extension is based on numerous testimonies from Idele staff and its rich archives. By drawing on environmental history and the history of science and technology, this history is helping to rewrite the 'agricultural modernisation' narrative, offering the possibility to think about other ways forward for livestock farming and reopening up its future prospects.

INTRODUCTION

Dans une période où le monde de l'élevage fait face à de profondes difficultés et à d'importantes remises en cause sociétales, une prise de recul historique semble féconde pour dégager des éléments de compréhension et reposer les termes du débat. C'est avec de tels objectifs que des retraités de l'Institut de l'élevage et deux historiens ont coécrit l'histoire de l'ingénierie du développement élaborée à l'institut de l'élevage pour accompagner le monde de l'élevage dans les transformations qu'il a connues depuis les années 1960. À l'interface entre les différents acteurs à l'œuvre dans la modernisation de l'élevage, l'institut s'est progressivement doté de méthodes et d'outils d'intervention partenariales, mobilisant recherche appliquée pluridisciplinaire et appui au développement. Il s'agit de retracer l'invention de cette ingénierie du développement porteuse d'une conception ascendante et collective de l'élaboration des connaissances au sein de l'Institut de l'élevage.

Plus qu'une histoire singulière, la trajectoire des instituts animaux représente un objet particulièrement riche pour la discipline historique, engagée dans une relecture du récit de la « modernisation agricole » comme un processus inévitable tel qu'il a été construit par l'histoire rurale de la seconde moitié du 20^e siècle.

1. MATERIEL ET METHODES

Cette enquête historique transdisciplinaire s'appuie sur un corpus archivistique conséquent et divers constitué de 41 récits de carrière, de correspondances au sein de l'institut et avec l'extérieur, de comptes-rendus de conseils d'administration, de littérature grise, de documents de travail, de manuels techniques, d'outils d'appui au développement, d'articles de presse agricole et de textes législatifs et administratifs. Après une phase d'analyse collective sous forme de séminaires thématiques, les historiens ont réalisé une première mise en récit en croisant l'analyse collective et les sources. La confrontation des récits de carrière entre eux ainsi qu'aux nombreuses sources de natures différentes et produites par des acteurs variés a permis de sortir d'un récit auto-référentiel et de dépasser le statut de témoignage. De plus, l'appui sur l'importante bibliographie existante sur cette période historique a été crucial pour inscrire la trajectoire des instituts dans un contexte plus large. Ce récit a ensuite fait l'objet de relectures critiques par les acteurs de cette histoire. Le souci des historiens a été de contextualiser les différentes trajectoires professionnelles et de les replacer dans des dynamiques plus larges auxquelles elles sont soumises mais qu'elles contribuent également à façonner. Une attention particulière a été accordée aux jeux d'acteurs dont la grande densité caractérise le monde du développement agricole.

L'étude de ces jeux d'acteurs est donc indispensable pour comprendre ce monde mais aussi pour comprendre les choix et les rapports de force qui ont fait la « modernisation agricole » et le rôle qu'y a joué l'institut.

La mobilisation des outils de l'histoire des sciences et des techniques ainsi que de l'histoire environnementale a assuré la saisie des dynamiques techniques et biologiques que l'histoire sociale en se concentrant sur les acteurs humains ne permet pas d'intégrer à l'analyse. C'est en croisant ces trois approches que l'historien peut dépasser le récit de la « modernisation agricole ».

Ce travail a abouti à la publication de l'ouvrage *L'Institut de l'élevage. Du temps de la modernisation à celui des transitions* sur lequel s'appuie cette communication.

2. RESULTATS

2.1. DES ANNEES 1960 A LA FIN DES ANNEES 1970 : DEPASSER UNE APPROCHE SECTORIELLE

Créés au cœur du dispositif modernisateur cogéré par l'État et la profession agricole dans les années 1960, l'Institut technique de l'élevage bovin (Iteb), fondé en 1962, et l'Institut technique de l'élevage ovin et caprin (Itovic), fondé en 1967, sont pensés comme des courroies de transmission entre la recherche et les conseillers des éleveurs. Leurs agents se doivent d'accompagner le monde de la polyculture-élevage dans les bouleversements que connaît ce monde embarqué dans la « modernisation agricole » et l'intégration européenne. Leur rôle consiste à tester les innovations dans des fermes expérimentales et à transférer les connaissances issues des activités de recherche dans l'objectif d'obtenir des améliorations sectorielles qui permettent une augmentation de la production et de la productivité. Il faut attendre la fin des années 1960 pour que les premières ressources à destination des acteurs du conseil soient élaborées par les instituts, à l'instar du carnet d'agnelage ou du bilan de reproduction. Mais rapidement, les agents des instituts observent des tendances, liées à l'adoption des innovations par les éleveurs, qui transforment profondément l'élevage français et avec lesquelles ils doivent désormais composer : surproduction, chute du nombre d'éleveurs, baisse des prix et des revenus, endettement, course à l'agrandissement des exploitations et standardisation des productions.

Devant ce constat, les agents des instituts commencent alors à réfléchir aux modalités et aux finalités du développement agricole. L'approche « descendante » et sectorielle qui est la norme leur paraît inadaptée pour accompagner la diversité des éleveurs et pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent, aggravées par les multiples crises économiques du début des années 1970. Mais leur espace des possibles est limité par les financements attribués par l'Association nationale pour le développement agricole (Anda) créée en 1966 et cogérée par l'État et la profession. Cette dernière exerce également son contrôle sur les activités des instituts au sein de leurs conseils d'administration où des rapports de force s'expriment. Les premières approches technico-économiques voient tout de même le jour à l'Itovic comme à l'Iteb pour évaluer la performance économique de l'atelier animal et dépasser ainsi la seule approche technique des outils précédents. Face à la baisse continue des revenus, la rentabilité économique prend le pas sur les gains de productivité pour certains agents des instituts.

À l'Iteb, c'est une réflexion plus globale sur les outils à élaborer pour les acteurs du conseil qui se développe. Après son tour des régions d'élevage françaises réalisé dans le cadre de sa thèse à la fin des années 1960, Jacques Pluvinage, ingénieur de l'Institut national agronomique, pose les bases d'une nouvelle conception de l'accompagnement des éleveurs. Recruté à l'Iteb en 1972 et nommé directeur en 1976, il insiste sur la nécessité de mettre au point une approche typologique des systèmes d'exploitation. Selon lui, seule la proximité avec

les réalités du terrain et la collaboration de chercheurs de différentes disciplines (économie, agronomie, zootechnie, géographie, sociologie) et d'éleveurs permettent l'acquisition de connaissances sur la situation de l'élevage et l'élaboration d'outils et de connaissances indispensables pour répondre aux besoins des éleveurs. Bien que la question des fourrages ait été attribuée à l'Institut technique des céréales et des fourrages (ITCF) en 1959, c'est autour de l'alimentation à l'herbe que l'Iteb trouve un espace de liberté pour élaborer de telles références. L'ITCF s'intéressant avant tout aux cultures fourragères annuelles et aux prairies temporaires de courte durée, l'étude de la conduite de la prairie permanente reste un angle mort des instituts techniques. Or, pour Jacques Pluvinage, elle est le moyen de garantir l'indépendance des éleveurs vis-à-vis des céréaliers et de l'évolution des prix des aliments fourragers en fournissant une nourriture bon marché. La prairie est donc avant tout une question d'éleveurs pour l'ingénieur, ce qui n'est pas sans créer de tensions avec l'ITCF. Suite à l'importante sécheresse estivale de 1976 qui révèle la fragilité des systèmes fourragers basés sur des cultures annuelles et à la rédaction du rapport Poly « Pour une agriculture plus économe et plus autonome » de 1978, l'Iteb parvient à faire financer par l'Anda l'opération « Valorisation du potentiel des herbages » en 1979. L'objectif n'est plus d'augmenter la production herbagère mais de mieux faire consommer l'herbe présente sur l'exploitation. Ce travail mené à l'échelle de l'exploitation et au contact direct de l'éleveur permet la mise au point d'une méthode d'étude du système de production dans sa globalité et non plus de ses différents secteurs de manière indépendante.

2.2. LES ANNEES 1980 : DE NOUVEAUX DISPOSITIFS POUR TOUCHER TOUJOURS PLUS D'ÉLEVEURS

Suite à un audit du développement agricole qui souligne la nécessité de réorganiser la structure du développement agricole et d'améliorer la circulation de l'information technique, une directive du ministère de l'Agriculture en 1980 met en place des Réseaux nationaux d'expérimentation et de démonstration (RNED) pour plusieurs secteurs de production, dont les secteurs bovins et ovins. Ces dispositifs sont pensés en trois axes : la coordination de programmes expérimentaux sur des techniques fragmentaires, l'étude de systèmes de production d'avenir grâce au suivi de réseaux de fermes de références et la diffusion des résultats obtenus dans les deux autres axes. Les instituts se saisissent des réseaux de fermes pour y mettre en œuvre leur conception du développement et de valoriser leurs acquis méthodologiques sur la cohérence systémique. L'objectif de ces réseaux est d'aider les éleveurs à surmonter les limites de l'intensification de l'agriculture en identifiant des modèles autres que le modèle productiviste qui répondraient à leurs besoins. Le cœur de cette démarche repose sur l'approche des exploitations comme des systèmes complexes dont il s'agit de comprendre le fonctionnement global. Une combinaison efficace des différentes techniques est ainsi jugée toute aussi importante que leur bonne maîtrise. En tant qu'arbitre de cet équilibre, l'éleveur se voit reconnu le statut de sachant par les ingénieurs et techniciens qui reconnaissent la spécificité de ses connaissances et s'en nourrissent. L'élaboration des connaissances devient ainsi collective et ascendante. Si l'Iteb peut compter sur les acquis de l'opération de valorisation des herbages, l'Itovic n'est pas en reste. Ses agents s'appuient sur l'expérience des réseaux poly-systèmes mis en place par les comités de développement régionaux aveyronnais à la fin des années 1970 qui privilégient une approche économique et sociale de l'exploitation et non une approche purement technique.

Ces réseaux de fermes de références, qui prennent le nom de Réseaux d'élevage, reposent sur une collaboration entre représentants de la profession agricole et acteurs du développement aux échelles nationale, régionale et de la petite région. Orientation des productions, représentativité de la diversité locale, reproductibilité, niveau de modernisation,

viabilité et implication de l'éleveur sont autant de critères pris en compte dans le choix de la quinzaine de fermes constituant un réseau à l'échelle de la petite région. La collecte des données est effectuée sur plusieurs années par les agents des structures du développement agricole locales comme les chambres d'Agriculture ou les établissements départementaux de l'élevage. Cette collecte permet l'élaboration de cas-type, références mobilisables par les acteurs du conseil pour raisonner les différents modules de l'exploitation ensemble en fonction des besoins de chaque éleveur. Les ingénieurs régionaux de l'Iteb sont les garants de l'homogénéité de la méthode utilisée pour collecter les données et pour élaborer les cas-types ainsi que d'autres références comme les cas concrets, description plus fine d'une exploitation réelle, utilisés comme outils de communication. Cette approche des exploitations et les outils qu'elle permet de produire montrent toute leur pertinence suite à la directive européenne qui instaure les quotas laitiers en 1984. Des cas-types sont alors publiés pour aider les conseillers à guider les éleveurs dans l'adaptation de leurs exploitations à ces nouvelles conditions économiques. Ce dispositif ne cesse d'ailleurs de croître au cours de la décennie pour prendre en compte de plus en plus finement la diversité des élevages dans les différents bassins de production.

Les Réseaux d'élevage ne sont pas la seule innovation méthodologique de l'Iteb dans le début des années 1980 malgré la poursuite de la baisse des financements du développement agricole. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et l'organisation des États généraux du développement agricole (EGDA) de 1981 à 1983 laissent espérer une réforme du développement agricole qui permettrait de s'émanciper du monopole de la FNSEA dans le choix de l'orientation du développement et laisserait une plus grande place à l'accompagnement de la diversité agricole nationale. L'échec des EGDA suite aux rapports de force politiques et syndicaux n'arrêtent cependant pas les agents de l'Iteb dans leur ambition d'accompagner les éleveurs bovins français dans leur diversité. C'est autour de la question fourragère que deux ingénieurs de l'Iteb, Yves Madeline et Yvon Morvan, mobilisent l'analyse sociologique pour étudier les freins à l'adoption des techniques fourragères dans l'opération qui prend le nom de Fourrages-Mieux. La méthode est ensuite réfléchie dans un comité technique national regroupant les différentes structures du développement, dont l'Itovic et l'ITCF, et des services du ministère de l'Agriculture.

La méthodologie utilisée comporte trois étapes : une étude préalable pour identifier le public ciblé et les pratiques à améliorer, la réalisation de campagnes de diffusion et l'évaluation de leur efficacité. Elle emprunte aux sciences sociales, aux sciences de gestion, à la communication et au marketing. Le rôle des deux ingénieurs de l'Iteb consiste à former les conseillers à l'utilisation de cette méthode pour qu'ils puissent ensuite animer des opérations de conseil collectives à l'échelle de la petite région, échelle qui comme celle des Réseaux d'élevage permet de saisir les réels besoins des éleveurs en matière d'accompagnement. Les ingénieurs de l'Iteb ne s'impliquant pas directement dans les actions de conseil, leur financement est assuré par les Offices à l'échelle régionale et non par l'institut. Mais l'animation nationale confiée à ces deux ingénieurs dépasse la simple formation à la méthode du conseil collectif. Ils gèrent différents outils de communication comme la publication d'une revue qui recense les résultats des différentes opérations de Fourrages-Mieux, la mise en place d'un service téléphonique et l'élaboration d'un logo distinctif, tout en animant des événements comme différents salons pour donner de la visibilité aux activités des conseillers engagés dans les différentes opérations. Le déploiement de telles activités de communication est une nouveauté dans le développement agricole. Le succès de ces actions de conseil collectives s'illustre par les 78 opérations réalisées dans l'ensemble du pays de 1984 à 1993 mais aussi

par la réutilisation de cette méthode sur d'autres thématiques pour relever les défis des décennies suivantes.

2.3. LES ANNEES 1990 : VERS LA VALORISATION DE NOUVELLES COMPETENCES

Les années 1990 sont des années de remise en question pour le monde de l'élevage confronté à des crises environnementales, puis sanitaires ainsi qu'à l'émergence de nouvelles préoccupations sur la qualité des produits. Pour les instituts, ce nouveau contexte s'accompagne d'une importante crise financière qui oblige l'Iteb et l'Itovic à fusionner en 1991 pour former l'Institut de l'élevage. Malgré ces difficultés, les agents de l'institut se montrent particulièrement réactifs grâce aux réflexions méthodologiques engagées dans les années 1980. Face à ces crises, il ne s'agit plus simplement de répondre le mieux possible aux besoins des éleveurs mais de les accompagner dans leur adaptation à de nouvelles réglementations. L'institut assume pleinement son rôle d'interface entre le monde de l'élevage et les pouvoirs publics et se doit de faire dialoguer un nombre de plus en plus important d'acteurs.

Dans la perspective de la fixation d'un seuil maximal de cellules leucocytaires par millilitres de lait pour être commercialisable sur le marché européen en 1993, la méthode du conseil collectif est identifiée comme l'outil adéquat pour diffuser les pratiques permettant d'améliorer la qualité du lait. Ces opérations prennent le nom de Top Lait. L'approche du conseil portée par les ingénieurs de l'Iteb gagne alors en importance au sein de l'institut grâce au recrutement de deux nouvelles ingénieures, Anne-Charlotte Dockès et Florence Kling-Éveillard, et à la création du Groupe ingénierie de projet (GIP). Les pratiques permettant d'améliorer la qualité du lait ne nécessitant pas d'adaptation au contexte pédo-climatique, le message technique à diffuser est unique à l'échelle nationale. Les actions de conseil collectives peuvent donc être organisées à l'échelle de la région. Il s'agit alors de cibler 3 ou 4 publics d'éleveurs à cette échelle. Puisque pour certains éleveurs l'amélioration de la qualité du lait est vue comme une contrainte supplémentaire, l'identification des freins à l'adoption des bonnes pratiques est d'autant plus importante. Il faut ensuite déterminer les connaissances biologiques à diffuser pour justifier ces pratiques. Pour cela, les ingénieurs du GIP forment des binômes avec les ingénieurs du service Qualité du lait de l'Iteb dont la participation est financée par l'Onilait. Autre nouveauté, au comité de pilotage national s'ajoutent des comités de pilotage régionaux de manière à mobiliser l'ensemble des acteurs de la filière lait dans ces opérations. L'animation et la communication est toujours la responsabilité des ingénieurs de l'Iteb qui innovent avec l'organisation de rencontres participatives entre éleveurs et experts de la qualité du lait. Commencées en 1989, les opérations se poursuivent jusqu'en 2000 et les différentes évaluations d'impact démontrent leur efficacité dans l'adoption des pratiques pour améliorer la qualité du lait.

Dans le secteur de la production laitière caprine, les agents de l'institut illustrent l'efficacité de leur capacité d'animation d'une toute autre manière. Suite à la demande de la Fédération nationale des éleveurs caprins (Fnec) d'augmenter ses activités sur les fromagers fermiers, une ingénieure, Valérie David, est chargée en 1993 de la constitution et de l'animation d'un réseau qui regroupe les conseillers d'élevage et fromagers pour faciliter la circulation des informations et le partage des connaissances. Au fur et à mesure, le réseau s'ouvre à tous les experts des productions fromagères fermières. À partir de 1996, les actions du réseau sont orientées par les professionnels sur des thématiques jugées prioritaires sur lesquelles l'organisation de projets est nécessaire, comme l'adaptation à une réglementation pensée pour une production industrielle et non fermière. La réussite du réseau est due à sa capacité à mobiliser l'expérience opérationnelle de terrain de ses différents membres et à faire

dialoguer l'ensemble des acteurs concernés par la production fermière, de l'administration étatique aux éleveurs.

L'autre défi posé par la réglementation concerne la diminution de la pollution des eaux aux nitrates. Suite à l'intervention au Salon de l'Agriculture en 1990 de Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, faisant des agriculteurs des pollueurs, la directive européenne sur les nitrates en 1991 et la loi française sur l'eau en 1992, un programme incitatif, le Programme de maîtrise de pollution d'origine agricole (PMPOA), est lancé par l'État. Il consiste en la distribution d'aides financières aux éleveurs entamant des démarches pour réduire leurs rejets d'effluents agricoles. Il est décidé que l'attribution de ces aides sera conditionnée à la réalisation d'un diagnostic et d'un projet d'exploitation. De nombreux diagnostics sont alors proposés par les différentes organisations professionnelles agricoles mais c'est celui de l'institut qui est retenu en 1993. Élaborée par des ingénieurs du service Ingénierie de projets et Marketing (SIM), anciennement le GIP, du service Gestion des surfaces fourragères et pastorales (GSFP) et du service Bâtiments, la méthode Dixel se distingue grâce au croisement du volet agronomique et du volet bâtiment possible grâce aux connaissances acquises et à la vision globale de l'exploitation développée au sein de l'institut. Dès son lancement en 1994, le PMPOA est un succès auprès des éleveurs, jusqu'à la diminution des financements publics. Dixel marque une rupture dans la prise en compte des questions environnementales au sein de l'institut avec l'institutionnalisation de la transversalité entre services qu'elles nécessitent. La fécondité de la collaboration entre services pour apporter une réponse réglementaire aux conséquences de l'agriculture intensive mène à la fusion des services GSFP et Bâtiments, suivie par la création d'une unité de programme Agronomie-Environnement.

L'appui au développement n'est pas le seul domaine dans lequel l'institut s'illustre au cours des années 1990. Malgré la baisse continue de leurs financements et les difficultés causées par la fusion des deux instituts, les Réseaux d'élevage se maintiennent et poursuivent leur production de références à l'échelle de l'exploitation. Devant l'incitation à réduire la production de viande bovine à l'échelle européenne, le ministère de l'Agriculture crée un Comité national pour l'extensification et la diversification (Cned) en 1988 pour lutter contre les risques de déprise que la réduction de cette production présente en France. Lors du colloque « L'extensification, une forme de modernisation » organisé en 1990 par ce comité, les cas-types de systèmes extensifs démontrent la viabilité économique de l'extensification. Mais c'est surtout l'approche globale de l'exploitation développée au sein des Réseaux qui retient l'attention des participants. Grâce à la place qu'occupent les ingénieurs de l'institut dans ce colloque, l'animation de la cellule permanente Extensification créée à l'Anda est confiée à André Pflimlin, responsable du service GSFP. Cependant, les travaux de cette cellule ne sont pas valorisés suite à la nouvelle PAC de 1992 qui apporte des réponses court-termistes et sectorielles qui n'encouragent pas à l'extensification à l'échelle des systèmes d'exploitation.

Les Réseaux d'élevage permettent également de faire émerger des thématiques du terrain non identifiées par les acteurs du développement et ceux de la recherche. À la demande d'éleveurs, un travail d'enquête sur l'organisation du travail des éleveurs est réalisé conjointement par Gérard Servièrre, ingénieur des Réseaux d'élevage auvergnats spécialiste de l'élevage ovin, et Benoît Dedieu, professeur de zootechnie de l'École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles de Clermont-Ferrand, au début des années 1990. Ce travail d'enquête auprès des éleveurs des Réseaux d'élevage est réalisé dans l'objectif d'identifier des repères sur l'organisation du travail. À partir de ces repères, des référentiels temps de travaux sont élaborés en 1993 et prennent le nom de Bilan travail. Cette méthode est ensuite

reprise dans l'ensemble des Réseaux d'élevage de manière à produire des références sur l'organisation du travail adaptées aux besoins des différentes régions d'élevage. Une ingénieure, Sophie Chauvat, est recrutée par l'institut pour accompagner le développement de cette méthode et gérer l'animation nationale autour des Bilans travail à partir de 1996.

À la fin des années 1990, l'institut démontre toute sa capacité à répondre aux injonctions réglementaires mais aussi aux demandes des éleveurs. Le dispositif original que sont les Réseaux d'élevage, les innovations méthodologiques et les outils et démarches de conseil qui en découlent permettent aux agents des instituts de conduire les projets complexes et multi-acteurs que nécessite l'interconnexion croissante des dynamiques sociales, techniques, économiques et biologiques au sein du monde de l'élevage. Mais entre la crise de la vache folle et celle du financement du développement agricole, l'institut se trouve dans une situation critique.

2.4. LES ANNEES 2000 : L'ADAPTATION AUX MUTATIONS SCIENTIFIQUES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES

Au tournant des années 2000, l'institut est marginalisé dans un paysage agricole en profonde mutation et est encore confronté à des difficultés financières. Le syndicalisme fait face à d'importantes critiques pour sa défense du productivisme. Avec les avancées en biologie moléculaire, en sciences de l'alimentation animale et de l'environnement, la distance entre l'institut et la recherche n'a jamais été aussi grande et la recherche est elle-même la cible de critiques en raison de son incapacité à anticiper les crises sanitaires et à répondre aux nouvelles demandes des consommateurs. L'Anda est remise en cause par les professionnels qui ne veulent plus l'alimenter et craignent de la voir instrumentalisée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1997, porteuse d'une remise en question de la modernisation agricole et de l'unité du monde agricole. Dans un tel contexte, les savoir-faire propres que les agents de l'institut ont su développer et leur efficacité dans l'accompagnement du monde de l'élevage ne suffisent pas à l'institut pour être identifié clairement par ses partenaires.

Suite à un audit, une réforme de l'institut est engagée. Il s'agit de reconfigurer ses missions, de réorganiser son système relationnel et de modifier son fonctionnement interne. La logique partenariale, la transversalité des compétences, l'approche globale, les appels à projets et l'implication régionale sont au cœur de son nouveau fonctionnement. Ce qui était jusqu'ici une part minoritaire de ses activités et dépendait d'initiatives personnelles ou de petits groupes sans gouvernance globale ni réel suivi est désormais institutionnalisé. Une telle organisation est particulièrement adaptée à l'attribution des fonds du développement agricole par réponse à appels d'offres par la puissance publique instituée avec la création du Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural (Casdar) en 2006.

L'agriculture biologique est une thématique dont la prise en charge par l'institut illustre l'efficacité de sa nouvelle organisation. Seules quelques exploitations en agriculture biologique sont suivies au sein des Réseaux d'élevage de Basse-Normandie au début des années 1990 suite à l'engagement personnel des agents sur place. Leur nombre augmente progressivement au cours de la décennie, notamment suite à la crise de la vache folle. Devant l'augmentation de la demande de conseil sur cette thématique, l'institut crée une unité de programme sur l'agriculture biologique en 1998. Elle regroupe des spécialistes de la qualité du lait, l'alimentation des herbivores, la gestion du parasitisme, la conduite du troupeau, l'utilisation des matières organiques et la génétique mais aussi des ingénieurs régionaux des Réseaux d'élevage en raison de l'approche systémique qu'implique cette forme d'agriculture. Une collaboration sur le sujet est entamée avec l'Institut technique d'agriculture biologique (Itab) avec la participation de Jérôme Pavie,

ingénieur de l'Idel, à son comité scientifique. Les travaux de l'institut s'organisent autour des quatre axes : la mise au point d'outils et de méthodes pour accompagner la transition, l'évaluation des niveaux d'efficacité économique et technique des systèmes, l'étude de la viabilité socio-économique à l'échelle de l'exploitation et l'adaptation de la méthode de calcul des coûts de production. Mais les activités de l'institut ne se limitent à ces services. Dans un contexte où les bénéfices de l'agriculture biologique font l'objet d'une controverse, il est également sollicité pour l'évaluation des effets de l'agriculture biologique sur la protection de l'environnement grâce à l'obtention du projet Casdar Contribution environnementale et la durabilité socio-économique des systèmes d'élevage bovins biologiques en 2008. En 2009, l'institut se lance dans le programme « Reine Mathilde » dans lequel il met à profit ses compétences d'interface professionnelle et d'ingénierie pour mettre en place un appareil de conseil suite à la sollicitation de Danone.

L'agriculture biologique n'est pas la seule nouvelle thématique dont se saisit l'institut dans cette décennie. Qualité, bien-être animal, traçabilité, renouvellement des actifs, gaz à effet de serre et réchauffement climatique sont autant de sujets dans lesquels s'investit l'institut. En raison des nouvelles connaissances nécessaires pour relever ces défis, l'institut se rapproche de la recherche grâce à la création par le ministère de l'Agriculture des Unités mixtes technologiques (UMT) en 2006 et des Réseaux mixtes technologiques (RMT) en 2007, à l'image du RMT Travail en élevage au sein duquel se poursuivent les activités d'élaboration de références entamées par Gérard Servièrre, Benoît Dedieu et Sophie Chauvat. Ces dispositifs facilitent la collaboration entre acteurs de la recherche et du développement pour l'élaboration de résultats opérationnels et généralisables à court et moyen termes.

Grâce à la capitalisation sur ses acquis des décennies précédentes, l'institut a su se réinventer au cours des années 2000 et assumer son rôle d'interface entre le monde agricole, les pouvoirs publics et la société malgré les défis toujours plus nombreux qui sont ceux de l'élevage. Mais bien qu'il ait retrouvé son statut d'intermédiaire, ses missions et ses compétences sont bien différentes. Il orchestre à la fin des années 2000 un dialogue entre la recherche et le monde de l'élevage grâce à ses méthodes de conseil et d'appui au développement.

CONCLUSION

Témoin et accompagnateur des profondes transformations qu'a connu le monde agricole depuis les années 1960, les instituts animaux ont eux-mêmes beaucoup évolué pour élaborer l'ingénierie du développement telle qu'elle est pratiquée par l'Institut de l'élevage aujourd'hui. D'agents devant faire adopter les innovations produites par la recherche de manière descendante dans l'objectif de rendre l'élevage français compétitif, ils se sont progressivement dotés d'outils permettant de concilier les réalités du terrain et les modes de connaissance qu'ils rencontraient avec les connaissances élaborées par la recherche. Se considérant au service des éleveurs, leurs agents n'hésitent pas à questionner les finalités du développement agricole devant le constat des effets du productivisme sur l'élevage français malgré des rapports de force et des financements continuellement en baisse qui réduisent leurs espaces des possibles. L'intérêt porté aux revenus des éleveurs, à leurs besoins et à la diversité des systèmes d'élevage et les raisons de leur persistance jouent un rôle important dans l'élaboration de cette ingénierie. Les réflexions menées pour comprendre et accompagner ce monde social et les outils cognitifs auxquels elles aboutissent s'avèrent adaptées à l'intégration des défis environnementaux

au fur et à mesure de leur mise en politique à partir des années 1990. Ainsi, cette histoire de l'ingénierie du développement à l'Institut de l'élevage illustre la pertinence de l'élaboration des connaissances dans une démarche de co-conception des innovations pour faire face aux enjeux de la transition agroécologique.

Cette histoire est aussi un objet privilégié pour développer une approche compréhensive de la « modernisation agricole ». Bien qu'il s'agisse d'une histoire singulière et qu'elle ne permette pas d'écrire un nouveau récit historique de la « modernisation agricole », leur trajectoire permet de rendre compte des dynamiques internes de ce processus et des choix qui ont contribué à ouvrir ou à fermer les espaces des possibles des acteurs y participant. Le suivi des agents des instituts illustre que ce processus a été, et peut être pensé pour être infléchi. Il permet également de remettre en cause l'idée d'une neutralité de la technique. Ainsi, l'histoire de l'ingénierie du développement participe pleinement à dépasser la lecture de la « modernisation agricole » comme un processus inévitable et auto-engendré. Ce récit historique est le fruit d'une histoire sociale ne s'intéressant qu'aux dynamiques sociales et laissant de côté les dynamiques scientifiques, techniques et biologiques pourtant indispensables à la compréhension de ce qu'a été ce processus mais aussi à la possibilité de penser d'autres voies pour l'élevage et de rouvrir son espace des possibles.

Cette communication découle d'une démarche collective avec l'Amicale des retraités de l'Institut de l'élevage.

Bouvier C., Cornu P., Madeline Y. (coord.), 2022. L'Institut de l'élevage. Du temps de la modernisation à celui des transitions, Versailles, Quae, 312 p.